

## Réguler les consommations d'alcool ? Quelle politique des addictions ?

Avons-nous un problème avec l'alcool ? Notre pays a-t-il un problème avec l'alcool ? Si nous en croyons les enquêtes épidémiologiques, la tentation est grande de répondre oui. Admettons donc qu'il y ait problème, admettons aussi que nous aimerions le dépasser mais que nous n'y arrivons pas.

Ce n'est pas faute d'avoir essayé, sans grand succès, il faut le reconnaître. Face à ces échecs, et parce que nous ne pouvons nous résoudre à les accepter, n'est il pas temps de changer notre regard sur ce « problème » ancien pour proposer d'autres pistes en phase avec la réalité des conduites telles que nous les connaissons et non telles que nous voudrions qu'elles soient ?

Parlons méthode. Les défenseurs de la tradition, celle d'une ligne dure, sorte de ligne Maginot, avec ses tranchées, ses poilus et ses vieux généraux rêvent d'une solution forte et belliqueuse, d'une guerre à l'alcool jusqu'à sa reddition : Prohibons ! Les campagnes et autres plans de bataille ne manquent pas, qui documentent les méfaits de l'alcool et le lien morbide alcool/cancer. Loin du plaisir de la première gorgée de bière, de l'esprit du vin et de la part des anges, ignorant les liens millénaires unissant l'humanité aux boissons alcoolisées, ils dessinent un univers sans alcool, fait d'abstinence, qui invite à des modes de vie éloignés de notre culture et peu désirables.

D'autres enfourchent la tradition révolutionnaire, celle des états généraux, dans l'espoir de faire entendre la plainte de ces consommateurs qui voudraient bien ne plus consommer ou consommer moins ou mieux. Ces militants d'une « révolution alcool » rêvent de nouveaux cahiers de doléances regroupant projets, expériences et innovations, espérant que la triste rigueur administrative et budgétaire qui leur succèdera ne les réduira pas en circulaires ou décrets aussi tristes que limités.

Enfin, les tenants de la planification, des Stratégies Nationales et autres Programmes de Réduction, dessinent des perspectives, déterminent des axes, détaillent des secteurs, des domaines, des sections dont les objectifs se répondent, se complètent et se renforcent. Personne n'est oublié, chacun doit avoir sa place. Le programme 1 annonce le programme 2, qui lui-même espère bien justifier un programme 3. Les stratégies, plans et programmes passent....le problème lui, évolue, se transforme mais ne disparaît pas.

Peu nous importe la forme retenue, pourvue qu'elle n'empêche pas une nouvelle façon de parler de l'alcool et de la place que nous voudrions lui laisser dans une société aussi ouverte que la nôtre. Les prises de décision sont écartelées entre des producteurs, particuliers ou industriels, qui considèrent l'alcool comme une simple marchandise qu'il faut vendre de plus en plus, et ceux qui, pour des raisons de morale ou de santé publique, n'en voient que les risques, les dangers, les coûts et conséquences sanitaires, refusant d'assumer ses fonctions de socialisation et de plaisir identifiables depuis la plus haute antiquité voire la préhistoire. Pour essayer de sortir de ce paradoxe stérile, osons débattre des types d'usage possibles, raisonnablement acceptables et des moyens que nous donnons à nos concitoyens pour y faire face.

Eradiquer l'usage d'alcool ne nous semble ni d'actualité ni même souhaitable, mais serons-nous capable de le réguler ? Pouvons nous partager le sens du mot **régulation**, cette reconnaissance juridique d'un comportement par l'État qui se dote des moyens nécessaires à l'exercice de cette liberté d'agir, loin de la **libéralisation** qui ouvre le marché à une concurrence pure et parfaite de telle sorte que l'État intervienne le moins possible.

Il nous faudra pour nous intéresser aux 3 cadres suivants :

- Celui de la société, des prix, de l'accessibilité, (horaires, lieux et modalités de vente, etc...), de sa « distribution ». Peut-elle se faire comme celle d'un produit ordinaire, d'une marchandise banale ? Quelle soumission aux lobbys alcooliers conduit à en banaliser le commerce ? Nous avons su, à coup de crises et de bien des drames, sortir du vin quotidien, du « gros rouge qui tâche » acheté quelques francs. Nous sommes passés d'un quantitatif absolu à un début de qualitatif. Le rôle des changements de modes de vie dans cette évolution est essentiel : l'alcoolisation quotidienne n'est pas plus compatible avec nos voitures dont la conduite demande attention qu'avec nos métiers où la précision et la concentration remplacent la force et la vie en pleine nature nécessaires aux travaux d'autrefois. Nous avons su penser un « **consommer moins mais consommer mieux** »

- Celui des familles et de l'éducation. Nous savons qu'il vaut mieux retarder les premières expériences. Nous savons aussi qu'à 18 ans, âge de la majorité légale, la possibilité d'acheter et de consommer sera ouverte. Comment préparer nos enfants à la rencontre avec un alcool qui leur fait faire l'expérience de la modification des perceptions des émotions, de l'expression de leurs sentiments, de leur relation à eux mêmes et aux autres ? Ne peut-on s'inspirer des phases préparatoires, accompagnées, comme pour le permis de conduire ? Comment amortir une expérience de plus en plus intense, avec des bières « fortes », des mélanges contenant des alcools blancs et puissants, consommées par des jeunes peu tolérants à l'alcool à la différence de nos aïeux qui en faisaient une consommation quotidienne. C'est d'autant plus urgent que nos enfants vivent ces expériences plus jeunes, en pleine période de mutation de leur cerveau et de crise identitaire, accentuant leur vulnérabilité. Si l'éducation au goût est peut être un piège, qu'en est-il de l'absence d'éducation ?

- Celui que chacun de nous se construit pour vivre ses plaisirs : celui du goût des choses, de la dégustation, mais aussi de l'euphorie, de la légèreté, de l'ébriété, voire de l'ivresse, associés depuis toujours à l'attrait de l'alcool ? Comment et pourquoi ne pas oser parler de la Réduction des risques (RDR) alcool que nous découvrons et qui ne doit pas se limiter au décompte des verres.

Les différents modes de consommation et orientations préventives et thérapeutiques, doivent être possibles, loin des stratégies marketing des lobbys alcooliers qui font de la modération un argument de vente, ou, à l'inverse des approches dogmatiques laissant supposer que la seule issue est l'abstinence.

Nous devons sortir d'une situation où il est de bon ton de se positionner en gourmet, en amoureux du terroir, image romantique largement utilisée par les alcooliers (même ceux qui vendent de l'alcool fort !) tout en stigmatisant l'autre, celui qui n'a plus de limite, celui qui est dépendant, celui qui a échoué. La question des vulnérabilités individuelles ne doit plus être niée (comme un subterfuge visant à masquer la responsabilité exclusive de l'objet-alcool), ni renvoyée à la seule condamnation morale du pécheur hédoniste, mais faire l'objet d'un vrai travail scientifique visant à limiter les risques de perte de contrôle du fait des vulnérabilités psychologiques ou des inégalités sociales de santé.

Si l'alcool est source de problèmes, c'est aussi un produit culturel, un élément rituel de la fête qui rythme la vie de bien de nos familles, qui accompagne les événements heureux, les succès, les réussites, les départs, la célébration d'une victoire sportive ou ces grands événements qui nous rassemblent encore.

C'est pourquoi il faut apprendre à vivre avec ou sans, parfois exclusivement, le plus souvent alternativement et/ou successivement, dans une approche et une perception ancrées sur la vie que nous menons.

Eviter les usages précoces, retarder les premières consommations, éduquer, apprendre à apprécier, à aimer, à gérer, réduire les risques, traiter les vulnérabilités individuelles ou sociales, soigner... pourraient être les objectifs d'une politique des addictions qui se déclinerait en plans et programmes.

Il faudrait, pour ce faire, que nous ayons le courage de regarder les consommations d'alcool comme une des choses communes de nos vies, de celles qui peuvent faire plaisir ou faire mal.

Il faudrait avoir le courage politique, non plus seulement de les combattre, mais d'en accepter autant les bénéfiques que les inconvénients.

Dans sa fable « Le philosophe scythe », Jean de La Fontaine, évoquant le débat entre les Stoïciens, partisans d'un renoncement total aux désirs et les Epicuriens qui proposaient un rapport tempéré au plaisir et aux désirs, résume ainsi la position d'un stoïcien radical :

« Celui-ci retranche de l'âme

Désirs et passions, le bon et le mauvais,

Jusqu'aux plus innocents souhaits.

Contre de telles gens, quant à moi, je réclame.

Ils ôtent à nos cœurs le principal ressort :

Ils font cesser de vivre avant que l'on soit mort. »

Laissons lui donc le dernier mot !